

Education, Audiovisual and Culture Executive Agency

Erasmus+ : Higher Education - International Capacity Building

Brussels, 30/07/2015
ARES(2015)

Dr. Marcello Scalisi
UNIMED UNIONE DELLE UNIVERSITA
DELMEDITTERANEO ASSOCIAZIONE
CORSO VITTORIO EMANUELE II 244
IT-00186 ROMA

m.scalisi@uni-med.net

Subject: Erasmus+ Capacity Building in Higher Education - Call for Proposals
EAC/A04/2014 – Selection Results

Your application: 561988-EPP-1-2015-1-IT-EPPKA2-CBHE-SP

Dear Dr. Marcello Scalisi,

You have submitted an application under the Erasmus+ Programme for the action Capacity-Building in Higher Education (CBHE). The Call for proposals closed on 10 February 2015 and the Education, Audiovisual and Culture Executive Agency (EACEA) received a total of 515 applications.

A panel of external experts assisted the Evaluation Committee in the evaluation of your application against the award criteria indicated in the Call for Proposals. The selection decision is based on the quality of the application, its relative position in comparison with the other applications submitted and the budget available. Applications were assessed on a scale from 0 to 100 and were ranked according to merit.

In addition, and in line with the provision of the Programme Guide regarding the definition of the list of projects recommended for funding, the Evaluation Committee has also taken into account the results of the consultation with the EU Delegations in the Partner Countries and, where applicable, with the Ministries responsible for Higher Education and the National Erasmus+ Offices in the Partner Countries. Lastly, the selection decision took into account the geographical balance within a region in terms of the number of projects per country (within the limits of the available budget) and the respect of the condition that an applicant organisation cannot receive more than three grants under this Call.

I am pleased to inform you that your application has been selected for EU co-funding.

For your information, out of the 515 applications submitted, 452 have been considered eligible, 140 have been selected for funding and 13 have been placed on a reserve list.

The list of all selected projects will be published on the website of the Executive Agency when all applicants have been notified about the selection results. (http://eacea.ec.europa.eu/erasmus-plus/selection-results_en).

Attached to this letter you will find an evaluation report based on the opinion of the external experts. Please take into account that most of the evaluation reports were written by non-native speakers. The Executive Agency will not elaborate further on these assessments.

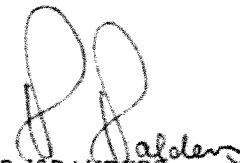
The maximum amount of budget to be awarded to your project is € 930929.

The process of awarding a grant can only be finalised once the Executive Agency has received and analysed the documents as requested in the list of documents to be submitted (see Appendix). The documentation specified must be submitted as soon as possible and no later than 11/09/2015.

This letter does not represent a financial or legal commitment of the Executive Agency. The offer of an award is confirmed only when the legal representative of the Executive Agency signs the Grant Agreement associated with this application.

Please do not hesitate to contact us should you have any further questions.

Yours sincerely,

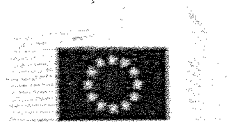


Ralf RAHDERS
Head of Unit

Contact: eacea-eplus-cbhe-projects@ec.europa.eu

Appendix:

- I. Evaluation report
- II. List of documents to be submitted/clarified



ERASMUS + - Capacity-building in
Higher Education
Evaluation Report
Call for proposals EAC/A04/2014

Proposal number:	561988-EPP-1-2015-1-IT-EPPKA2-CBHE-SP
Proposal title:	RESeaU Méditerranéen pour l'Employabilité
Applicant organisation:	UNIMED UNIONE DELLE UNIVERSITA DELMEDITTERANEO ASSOCIAZIONE

Award Criteria

Relevance of the project

Le raisonnement qui a poussé à initier ce projet se fonde sur une analyse claire et consistante de la réalité économique et sociale des pays MENA ainsi que des besoins de cette région dont celui de renforcer l'esprit d'entreprendre et susciter la création d'emplois. Le rôle clé que l'enseignement supérieur peut y jouer est aussi clairement présenté. En outre, c'est fondé (et clairement référencé) sur une série de déclarations politiques européennes et sur la coopération méditerranéenne.

Les objectifs du projet tels que définis dans la section E.1 de la proposition, sont en conformité avec les attentes de l'appel d'offres et à ceux de la typologie (Structural Projects) et correspondent aux priorités régionales de la région 3 incluant le Maroc, la Tunisie et le Liban, à savoir 'University-Entreprise cooperation, entrepreneurship and employability of graduates' dans la Catégorie D 'Developing the Higher Education sector within society at large'.

Les objectifs du projet sont clairement présentés. Ils sont nombreux et ambitieux mais sont reliés aux besoins de cette région.

La proposition argumente le besoin de lancer le projet RESUME sur une analyse basée sur un constat général de taux de chômage élevé, de faible synergie entre l'entreprise et l'université et de faiblesse dans l'apprentissage entrepreneurial dans le sud de la Méditerranée. La motivation du projet est basée sur des études montrant que l'esprit d'entreprise reste très en dehors du développement des politiques de l'enseignement supérieur dans la région et que par conséquent il faut prendre des positions politiques sur le développement de l'entrepreneuriat en tant qu'action transversale à appliquer aux campus universitaires. Bien que très intéressante, l'analyse reste dans un contexte assez large et ne cible pas spécifiquement les trois pays bénéficiaires que sont le Maroc, la Tunisie et le Liban. Il n'est pas clair en quoi la proposition cible spécifiquement ces trois pays parmi les autres pays du sud de la Méditerranée. L'analyse des besoins des universités à renforcer leur capacité en entrepreneuriat est réalisée de façon générale. Cela pourrait être mieux précisé.

Au vu de la nature diversifiée et complémentaire du consortium incluant les Ministères de l'enseignement supérieur des pays du sud, les institutions d'enseignement supérieur et les partenaires de la société civile, le projet s'inscrit de lui-même dans une stratégie de dialogue, de développement de stratégie internationale et d'ouverture vers les autres.

Bien que l'objectif élargi soit réaliste et important, les objectifs spécifiques, quant à eux, ne le sont pas et restent dans un état général assez descriptif et non quantifiable. Depuis des années, le sujet de la relation problématique université-entreprise reçoit beaucoup d'attention et il n'est pas clairement démontré comment les actions de la présente proposition vont changer la situation et aboutir aux résultats souhaités.

Dans l'analyse présentée, la proposition fait état d'une grande dynamique dans ce contexte au niveau de la région du bassin méditerranéen, sauf qu'il n'est pas précisé clairement si la présente action est innovatrice et/ou complémentaire à d'autres actions de manière très spécifique.

D'autre part, il n'est pas montré que les objectifs du projet ne peuvent pas être réalisés à travers des financements locaux ou régionaux, surtout avec les moyens, la mission et l'expérience dont dispose le soumissionnaire et certains membres du consortium.

Quality of the project design and implementation

Le plan d'action est basé sur une série d'actions diverses et différentes thématiques sont abordées. Toutefois, lorsqu'on analyse le détail, certaines activités proposées ne sont pas très claires et ne sont pas convenablement distribuées sur la durée du projet. Par exemple, il est difficile de comprendre que le sous lot de travail '1.1 Préparation d'un recueil des initiatives sur chaque thématique des conférences de formation' soit réalisé à raison de 4 semaines en Europe et 4 semaines dans un pays partenaire par mois et cela durant les trois années du projet. Durant les premiers lots de travail, il est question de travailler (étude, établissement de critère et sélection) sur ce qui est appelé 'meilleures pratiques'. Malheureusement, rien n'est dit sur la définition de ces pratiques et en quoi cela va consister.

La méthodologie proposée reste assez classique et se résume à un cours sur l'entreprenariat et l'organisation de plusieurs conférences. Même avec la création d'un centre du développement entreprise et observatoire sur l'emploi et la dynamisation des incubateurs existants, la méthodologie n'est pas innovante et il n'est pas démontré de manière appropriée et pertinente qu'elle aboutira aux résultats attendus.

Il est fait allusion à un accompagnement auprès des universités des pays éligibles par les universités européennes dans la mise en place des bonnes pratiques. C'est un élément assez essentiel qui est évoqué mais qui n'est pas assez expliqué quant à la procédure de suivi concrète de ces universités. Il faut absolument décrire ce processus d'appui pour en vérifier sa consistance.

Les échanges durant le développement du projet se feront via des conférences au sein de chaque pays éligible et des réunions virtuelles de partage et de synthèse entre l'ensemble des partenaires. C'est une bonne approche qui maximise les échanges de façon efficiente. En outre, la gestion budgétaire du projet est bien pensée afin d'optimiser et rationaliser au mieux les dépenses.

Les projets pilotes (formation en entreprenariat et le centre de développement entreprise et observatoire sur l'emploi, création d'incubateurs) sont clairement décrits en termes de développement, avec des résultats concrets et quantifiés.

La gestion du projet est clairement structurée autour des trois entités (le chef de projet, l'assemblée des partenaires et le comité de gestion du projet) dont les rôles de coordination, de prise de décision et de gestion sont clairement identifiés.

Le plan qualité est basé sur une évaluation par les pairs et portera sur les éléments clés du projet et sur le suivi des indicateurs. C'est un plan qualité conforme et cohérent qui sera dirigée par un « comité » dont la composition reste toutefois imprécise. Le plan de contrôle qualité et suivi du projet inclut les rapports internes et ceux demandés par Erasmus+. Le suivi est assuré et contrôlé par le chef de projet et les responsables des lots de travail sur la base des critères du manuel de qualité qui sera développé au début du projet. La proposition ne fait pas état d'un contrôle externe.

Pour chaque work package, il y a une analyse du risque adéquate qui cerne un ou deux risques clés qui pourraient entraver le projet. La réponse à ces risques est bien argumentée.

Quality of the project team and the cooperation arrangements

Le consortium est bien équilibré du point de vue du nombre d'institutions des pays du nord et des pays bénéficiaires. Aussi bien le soumissionnaire que les autres membres sont présentés comme des partenaires très qualifiés et ayant une large expérience et notoriété dans le domaine.

Le partenariat est composé d'universités mais aussi de partenaires non académiques avec un rôle pertinent à jouer dans la thématique et qui complète adéquatement celui des universités. Le partenariat est large et de nombreux pays du pourtour méditerranéen sont représentés. La diversité de l'expertise dans le domaine d'action est présente et complémentaire. Il existe aussi une expertise dans des aspects transversaux tels que le genre. Le caractère 'Structural Project' de la proposition est renforcé par la présence des Ministères de l'enseignement supérieur des pays bénéficiaires.

La répartition des activités entre les partenaires est claire et harmonisée: chacun a une série de tâches et de responsabilités précises. Les partenaires des pays éligibles sont impliqués dans les

activités clés et ont des responsabilités appréciables dans le projet. La gestion des work packages est distribuée équitablement entre les partenaires.

La gestion de projet est réalisée à travers une organisation en trois organes principaux ayant chacun ses prérogatives et ses responsabilités (le chef de projet (PM), l'assemblée des partenaires (AdP) et le comité de gestion (CG). Les dispositions de prise de décision, de gestion quotidienne, d'ajustement et de modification en cours de route et de résolution de conflit semblent bien pensées et réparties selon ces organes de gestion cités précédemment. L'acronyme (SC) utilisé dans la section (D.2.1) n'est pas défini.

Les participants issus des pays bénéficiaires ont une bonne représentativité dans la prise de décision à travers leurs représentants dans l'AdP et le CG. Ils sont aussi activement sollicités dans la mise en œuvre des activités du projet.

Quasiment tous les partenaires appartenant au secteur de l'enseignement supérieur sont présentés comme très actifs dans les projets internationaux et ayant déjà bénéficié de support pour leurs renforcement de capacité.

Impact and sustainability

Par sa nature basée sur le dialogue et la composante diversifiée du consortium, le projet s'inscrit dans la modernisation et le développement des institutions d'enseignement supérieur des pays bénéficiaires et leur ouverture vers la société, les entreprises et le marché du travail.

Par sa nature et son domaine géographique (bassin méditerranéen) et en cas de réussite, l'impact attendu sur base des résultats touchera de nombreux acteurs et renforcera leur capacités (étudiants, professeurs, personnel des incubateurs,..) ainsi que les liens entre les universités et les entreprises dans les pays partenaires éligibles.

La dissémination est basée sur des outils classiques tels qu'un site web, des communiqués de presse, la participation de chaque partenaire à deux conférences et de l'organisation de deux conférences. La description reste assez vague et ne fait pas apparaître des spécificités quantitatives et ne reflète pas un plan bien équilibré précis et bien distribué entre les partenaires.

Des effets démultiplicateurs sont attendus sur base de la dissémination et du réseau important d'UNIMED.

Les éléments qui vont assurer la pérennité sont davantage basés sur des intentions que sur des faits concrets. C'est un aspect important qui devrait être plus approfondi.

Quality of the design and implementation of the Special Mobility Action

Not applicable - no Special Mobility Strand